L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 9 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 9 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—plusieurs terrains améliorés dans le Troisième District. (Pour plus de détails voir aux annonces.

Par Placide J. Spear, au coin des rues Marais et Bienville—marchandises sèches, etc. Aussi, rue Orléans, entre Royale et Bourbon, installations de bureaux.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, bottes, souliers et brodequins.

Par Nash & Hodgson, rue Conti, entre Peters et Front,—1800 sacs clay peas de la Caroline.

Par D. E. Morphy—A onze heures, aux Nos. 108 et 110 de la rue Magasins, 35 barils d'huile de graines de coton. Aussi, cherry, cidre, sirops, bourbons, etc.

Huile de graines de coton.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Vente continuée.—La vente à l'encan, par le shérif, de marchandises, etc., sera continuée aujourd'hui, à 10 heures A. M., à son entrepôt Nos 23 et 25, rue d'Orléans, Deuxième District.

La perspective commerciale.

Depuis la crise financière de 1873, les affaires sont restées dans une grande stagnation, non-seulement en Louisiane où des causes spéciales ont ajourné la reprise des transactions, mais encore dans presque toute l'Union. On s'est naturellement inquiété de cette prolongation des effets de la crise et on s'est demandé s'il était permis d'espérer un changement prochain.

Le *Cincinnati Enquirer* rend compte des opinions exprimées sur cet important sujet par le sénateur Thurman, dans une entrevue de ce dernier avec un de ses rédacteurs. Ces opinions ayant un caractère encourageant, nous pensons qu'on les lira avec intérêt.

Les causes de la stagnation actuelle des affaires, a dit l'éminent sénateur, sont assez patentes pour tous ceux qui veulent les chercher les trouver. Depuis quelques années le pays s'est endetté. Les municipalités et les corporations se sont mises à emprunter par millions et à faire des dépenses sans profit. Les particuliers ont fait de même, s'endettant et vivant avec extravagance; beaucoup d'entr'eux au-delà de leurs moyens. Mais une pareille conduite ne peut durer toujours. Il faut à la fin que le jour du règlement arrive et, quand il arrive, il y a, d'ordinaire, une panique, puis une réduction générale de dépenses, ce qui produit naturellement une stagnation jusqu'à ce qu'une partie considérable de la dette ait été liquidée, et alors l'activité reprend.

La panique est venue en septembre dernier et les gouvernements, les corporations et les particuliers ont immédiatement commencé à économiser. Vous avez vu comment votre législature, à sa dernière session, a réduit les dépenses et diminué les taxes. Presque toutes les législatures d'Etat ont fait de même. La plupart des comtés, des villes et des bourgades en ont fait autant. Le Congrès a réduit les allocations par mille aux compagnies de chemins de fer, grandes et petites, sont dans le même cas. La grande masse du peuple suit la même ligne de conduite. Les gens économisent afin de pouvoir se dettes ou de ramener les dépenses dans les limites des revenus. Ils achètent moins qu'avant, et généralement se bornent à acheter les choses dont ils ont un besoin réel.

La conséquence de tout cela, c'est que les fabricants, les marchands, etc., vendent moins que pendant les années passées parce que la demande est moindre. On attendu que chacun économise. Il s'en suit que beaucoup d'ouvriers qui trouvaient de l'ouvrage dans les manufactures, les ateliers, etc., sont renvoyés, parce de travaux pour améliorations publiques, trouvent aujourd'hui plus ou moins difficile d'obtenir de l'emploi d'une façon permanente. La définition de cette dure sympathie, car la détresse n'est venue ni de leurs erreurs, ni de leurs spéculations, ni de leur manière extravagante de vivre.

Mais bien que les circonstances actuelles soient difficiles, on sentira bientôt le résultat de l'économie dont j'ai parlé. Les hommes d'affaires bien informés m'ont assuré que la liquidation des dettes se faisait avec une rapidité sans exemple. En peu de temps elle aura atteint le point où la stagnation cesse et où l'activité reprendra; nous aurons de nouveau de bonnes récoltes cette année, vous n'entendrez bientôt plus parler de la stagnation des affaires.

Les observations que nous venons de reproduire, s'appliquent d'une manière générale à l'union et nous les croyons fondées sur l'expérience de nos voisins.

Elles seraient applicables également à la Louisiane, si des causes particulières ne constituaient pas ici des obstacles additionnels à la reprise des affaires.

Dans notre malheureux Etat, la liquidation des dettes ne se fait pas avec la rapidité dont parle le Sénateur. Il n'y a guère que ceux qui se mettent en faillite, qui parviennent à liquider leurs dettes. Le commerce de la ville ne peut liquider ses dettes par la raison que la campagne ne peut payer les siennes et la campagne ne peut payer parce qu'elle est inondée et sans espoir de récolte ici, et grevée ailleurs de dettes dont l'intérêt ajouté aux taxes dépasse ses revenus.

Il faut donc autre chose que le cours ordinaire des événements pour permettre aux affaires de reprendre leur activité en Louisiane. Il faut, d'une manière ou d'une autre, que la propriété au moyen des mêmes que nous avons si souvent indiquées, allégeant presqu'absolu du fardeau des taxes et un gouvernement sage et économique qui rétablisse la confiance en l'avenir. D'autre part, il faut aux inondés, pour se relever de leur pertes récentes, des secours en nature pour leurs besoins présents et une assistance libérale sous forme de travail ou d'avances, pour l'avenir.

Si le fonds de secours atteint un million, le gouvernement fédéral dépense quelques millions pour le canal du Fort St-Philippe et pour la reconstruction des levées, alors nous pourrons dire, comme au Nord et à l'Ouest, qu'avec une bonne récolte dans les régions qui ont échappé à l'inondation, la Louisiane pourra espérer une reprise d'affaires pendant la saison prochaine d'automne et d'hiver. Mais, sans ces conditions réunies, nous verrons le peuple passer des économies aux privations, les ateliers se fermer et les maisons de commerce reconnaître à la Cour des banqueroutes pour liquider leurs dettes.

Nous espérons que le Congrès comprendra notre situation et qu'il fera ce qui dépend de lui pour l'alléger; nous espérons que les secours contingeront aussi à affluer. Quant au reste, c'est sur nous seuls qu'il faut compter. Si nous ne nous aidons pas nous-même, personne ne nous aidera à nous débarrasser de nos fardeaux. A l'œuvre donc pour préparer la liquidation du passé qui nous écrase et pour affranchir la Louisiane des entraves qui arrêtent son essor!

SECOURS POUR LES INONDÉS.—Le Révd C. Ménard, le digne et excellent curé de Thibodaux, nous prie d'accuser réception en son nom de $511 50, produit de quêtes faites dans quelques églises de Chicago au profit des inondés. Cette somme due M. D. J. Riordan, chancelier du diocèse de Chicago, a adressée à M. Ménard, sera affectée aux victimes de l'inondation dans les environs de Thibodaux.

Nous avons eu le plaisir de serrer la main, hier, à M. Ernest Wiltz, obligeant agent des eaux "White Sulphur Springs" de la Virginie. Il doit partir demain matin, pour retourner aux eaux, où la saison promet d'être des plus brillantes et où, sans doute, beaucoup de familles louisianaises se trouveront réunies, pour y jouir des avantages qu'offrent ces eaux renommées par leur efficacité et des agréments d'un site ravissant dans l'atmosphère pure du comté Greenbrier.

EAUX-DE-VIE DE COGNAC.—Nous appelons l'attention des consommateurs sur l'annonce de MM. Bercier et de Smet, rue Tchoupitoulas No 5, seuls agents de vente pour les eaux-de-vie cognac de la maison Jules Robin & Co. Ces eaux-de-vie viennent des années 1850 jusqu'à 1871. MM. Bercier et de Smet ont aussi à vendre en débarquement du "Louisiana" du vin de Castelmoron et Cartelfranc, de la bière de Robert Younger, vermicelle, etc.

QUERELLE DANS LA PAROISSE ST-BERNARD.—Dimanche soir, vers cinq heures, M. François Artieta, marchand établi dans la paroisse St. Bernard, a blessé d'un coup de fusil son gendre M. Conners et l'ex-sergent de police Chipman qui se trouvait avec celui-ci. L'affaire a eu lieu devant le magasin de M. Artieta à onze milles de la ville, à la station Ducros. La difficulté est venue d'une ancienne querelle entre le beau-père et le gendre. A la suite d'une intercation Artieta aurait tiré avec son fusil chargé à postes sur Conners qu'il a atteint grièvement à la tête, tandis que Chipman recevait quelques postes dans le visage. Une autre version dit que des coups de pistolets ont été tirés de part et d'autre. Suivant le *Picayune*, Artieta aurait déchargé les deux canons de son fusil sur les blessés qui ont été transportés chez eux.

Il y a un an, le sergent Chipman avait déjà reçu en passant sur la Levée, un coup de fusil chargé à postes et on avait constaté la présence de sept projectiles dans différentes parties de son corps. Il avait été longtemps alité de ses blessures, mais il avait fini par guérir. Il attribuait cette attaque à quelque pêcheur Dago qui avait voulu se venger de lui.

Conners qui avait été juge de paix de la paroisse, avait épousé dernièrement la fille d'Artieta, et il aurait eu la veille du jour où il a été blessé, une altercation avec son beau-père, mais on ignore si la difficulté a la moindre relation à l'attaque contre Chipman un an avant.

BEURRE, GRAISSE, &c.—MM. Keep & Raymond, rue Poydras Nos 77 et 79, ont un magnifique assortiment des produits de l'Ouest. On trouve chez eux, en tout temps, du beurre de Goshen de choix, de la graisse de première qualité, du hacon, des jambons de Cincinnati et Louisville, ainsi que des jambons ordinaires, de la farine des meilleures marques, de la farine de maïs séchée, du mess porc et beaucoup d'autres articles de l'Ouest des plus recherchés et des plus estimés. Voyez l'annonce.

POIS DE LA CAROLINE DU SUD A L'ENCAN.—MM. Nash et Hodgson, encanteurs, vendront, ce matin à 11 heures, 1800 sacs de pois de la Caroline du Sud. Voyez l'annonce.

ASSESSMENT No 164 et 165.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort d'Honoride Lanssade et de Margaret Umhausen, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," No 19, rue du Camp.

LA CAMPAGNE DISSOLUTIONISTE EN FRANCE.

Nous empruntons la correspondance suivante à l'*Indépendance Belge* :

Versailles, 24 mai.

Même situation qu'hier et pas de cabinet par conséquent. Il partira je crois que la séance ne s'achèvera pas sans que le président n'annonce à l'Assemblée la composition d'un ministère; on dit même que nous trouverons ce ministère demain au *Journal Officiel*. Bien entendu ce sera un ministère qui ne durera pas; mais il faut en finir.

Il faut en finir, parce que personne ne veut qu'il dure, ni les bonapartistes, ni la gauche, ni la droite modérée, ni le centre droit.

Les bonapartistes et la gauche veulent la dissolution. La droite modérée et le centre droit redoutent M. de Broglie, à qui l'on s'efforce dans ces groupes de refaire une grande situation parlementaire.

Vous avez vu qu'on l'a nommé président du centre droit; vous pouvez voir qu'elles ne sont pas encore mûres les idées de ce grand homme. Ce qu'on veut donc, dans ces groupes, c'est un ministère de doubleurs en ce moment, et, dans un mois, un nouveau ministère de combat.

Mais le plus grand arbitre de la situation en ce moment est assurément M. Buffet. On se l'explique facilement si l'on considère et la valeur personnelle et la importance parlementaire du président de l'Assemblée, et si on les met en parallèle avec la valeur politique d'autres grandes personnalités et l'importance secondaire des hommes en ce moment possibles aux affaires.

Je vous disais que la dissolution, qui semblait imminente avant-hier, semblait être moins imminente hier : c'est que sur le terrain de la dissolution l'extrême droite n'entend pas suivre la gauche : on ne le croyait d'abord. Peut-être en est-il tout autrement de l'ordre du "Roy" est-il arrivé. Aussi la situation parlementaire a-t-elle propos, peut-elle se poser ainsi :

Pour la dissolution : les trois gauches et les bonapartistes.

Contre la dissolution : l'extrême droite, la droite modérée et le centre droit. Soit, l'ancienne majorité moins les bonapartistes. Faites le décompte des voix et voyez les chances.

Maintenant une partie du centre gauche patienterait jusqu'au printemps prochain, et les bonapartistes concentreraient-ils à cet ajournement. Dans ce cas, on ferait avec le cabinet qui se prépare, la loi municipale, pour occuper le temps jusqu'aux vacances d'août.

Ce cabinet n'aura peut être pas de plus fidèle soutien que l'extrême droite, bien qu'il ne doive jamais être un ministère de combat. C'est que si la droite modérée ne veut pas de la dissolution, elle ne veut pas davantage, elle veut peut-être moins encore de M. de Broglie, qu'elle sentira toujours sur les derrières du ministère et prêt à reprendre et le fardeau des affaires et l'intrigue orléaniste.

Ceux qui préconisent le plan que je viens de vous exposer, celui de faire la loi municipale cet été et d'attendre ainsi le printemps prochain pour faire des élections, disent à l'appui que cette Assemblée n'a fait qu'une bonne loi, la loi départementale. C'est vrai, mais ils ajoutent que son programme devait être de faire aussi une loi municipale, une loi militaire et une loi d'instruction publique. C'est vrai encore. Mais il n'est plus temps, pour l'Assemblée du 8 février, de recommencer la vie.

Elle est finie cette Assemblée et ses luttes contre son agonie sont pitoyables. Oui, elle pouvait avoir un beau rôle, même avec sa composition hétérogène; elle pouvait, en deux années, payer la rançon de la France, réunir les ressources et les finances par de bonnes lois économiques, faire une bonne loi départementale, une bonne loi municipale, une bonne loi militaire, et elle aurait marqué glorieusement son passage dans l'histoire. Je suis trop juste pour ne pas reconnaître qu'en arrivant à Bordeaux, bien des députés, même de la droite, étaient pleins de cette ouverture. Pourquoi n'a-t-elle pas été accomplie? Pourquoi ? Oh! les intérêts et les passions des hommes et des partis! Quelle histoire!

Et aujourd'hui il n'y a qu'une voix pour s'élever en considérant les efforts stériles de l'Assemblée versaillaise pour durer encore et se donner un gouvernement : "Jamais la France n'a été aussi bas!" A quoi un des députés les plus sympathiques parmi ceux indépendantes répondait hier, et j'ai trouvé que le mot portait juste : "Pardieu! un gouvernement qu'on veut nous faire et qu'on nous fait, c'est le gouvernement des curés de campagne!"

Oui, pour le présent, c'est bien cela : "le gouvernement des curés de campagne" et, pour l'avenir, le monarchie orléaniste. Voyez plutôt le procès-verbal de la réunion Colbert, actuellement directrice des mouvements parlementaires de ce qui reste de l'ancienne majorité.

—Les fameuses Portes de Fer, sur le Danube, sont sur le point d'être détruites. Nos lecteurs savent que ces portes de fer ne sont autre chose qu'un banc de rochers qui entravent la navigation du Danube, près d'Orsova, en Transylvanie.

La commission internationale, chargée d'examiner les meilleurs moyens de faire disparaître ce banc, vient de rentrer à Pesth, après avoir terminé tous ses travaux de sondage. D'après ses calculs, la dépense s'élèverait à 14 millions de francs.

Le rapport a été communiqué au ministre des travaux publics du royaume de Hongrie, qui doit en référer au ministre des affaires étrangères de Vienne. L'Autriche désirerait que les frais fussent supportés par moitié avec la Turquie, mais en cas de refus elle entreprendra les travaux pour son propre compte.

Les Portes-de-Fer ont donné leur nom dans l'histoire à plusieurs batailles. Nous citerons entre autres celle de 1442, dans laquelle Hunyad, à la tête de 18,000 Hongrois, mit en pleine déroute une armée de 80,000 Turcs.

Sous les Romaines, les Portes-de-Fer portaient le nom de *Fons Augusti* (pont d'Auguste); au moyen âge, on les nommait porte Vaczil.

—*La Nouvelle Presse libre* de Vienne publie un télégramme de Lemberg annonçant que la petite ville de Skole a été complétement consumée par le feu. Quatre cents familles sont sans asile.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Mgr Guibert quitte Paris mardi 26 courant. Son Eminence se rend à Rome, où elle va recevoir le chapeau de cardinal des mains même de Sainte-Père.

La cérémonie aura lieu le 8 juin prochain.

Pendant son voyage, qui n'excédera pas trois semaines, Mgr Guibert logera chez l'ambassadeur de France, M. de Corcelle, qui lui a offert l'hospitalité.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Sérénade au gouverneur McEnery.

Nous apprenons que les amis du gouverneur McEnery se proposent de se réunir à la statue de Clay, ce soir à sept heures et demie, dans le but de se rendre en corps à la résidence du gouverneur, rue Dauphine, No. 17 près de la rue du Canal, afin de lui donner une sérénade avant son départ pour la paroisse Ouachita où il retourne chez lui passer l'été.

COUR DE CIRCUIT DES ETATS-UNIS.

Les prisonniers de la paroisse Grant.

La vaste salle de la Cour de Circuit des Etats-Unis avait hier un aspect qui ne lui est pas habituel.

Dire qu'elle était comble, ce serait ne donner qu'une faible idée de la foule qui s'y était entassée. Dans l'enceinte réservée il y avait tout ce que la Nouvelle-Orléans compte d'illustrations dans le barreau et dans la presse, et une centaine de dames, qui avaient pu se procurer des sièges, ajoutaient encore par leur présence à la solennité de l'occasion.

On devine aisément la cause de cette affluence extraordinaire. M. John Ellis, l'orateur distingué, l'habile avocat, que tout le monde connaît, devait faire entendre sa parole éloquente en faveur de la défense, et son nom avait suffi pour produire cet *entassement*,—qu'on nous passe l'expression,—de près de quinze cents personnes appartenant à toutes les classes de la société.

M. John Ellis a déployé dans cette circonstance toute son éloquence et tout son talent.

Son plaidoyer lui fait vraiment honneur, et comme avocat et comme homme de cœur. Il a été à la fois chaleureux, caustique, passionné et plaisant. Il a tenu pendant trois heures l'assemblée entière suspendue, pour ainsi dire, à ses lèvres. Il a charmé; il a inspiré également la colère et l'indignation, en dépeignant les souffrances morales des accusés, détenus depuis si longtemps, et les persécutions du parti radical, dirigées contre neuf hommes, dont le seul crime aurait semble être d'avoir la peau blanche et d'avoir défendu leurs familles et leurs propriétés.

C'est une si grande et si noble cause que celle des prisonniers de la paroisse Grant; la cause de la vérité et de la liberté contre le mensonge et l'oppression.

Il convient à des hommes—telle que Messieurs Ellis, Marr, Whitaker et Bryan de s'en faire les champions!

Quand l'éloquent et courageux avocat de la défense a terminé sa plaidoirie et qu'il a cédé la parole à l'avocat de district, un murmure d'admiration a éclaté dans la salle, et, d'un mouvement spontané, la foule a battu des mains.

Cette manifestation a été considérée, non sans raison, avouons le, par le juge Wheeler, comme contraire à la dignité de la cour, et ses yeux s'étant tournés du côté de M. A. S. Morse, qui, électrisé par le discours de M. Ellis, avait suivi l'impulsion donnée et avait applaudi comme les autres, il l'a condamné à comparaître devant lui pour expliquer son approbation intempestive.

M. Beckwith, l'avocat de district très-zélé des Etats-Unis, a clos les débats par un discours qui a duré jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Nous n'en dirons rien, car ce n'est qu'une répétition du compte-rendu qui n'était qu'une répétition de celui qu'il a prononcé il y a deux mois et demi.

Le juge Woods a fait alors un exposé assez complet de tous les témoignages de la poursuite et de la défense, en donnant au jury les instructions de rigueur.

A six heures et demie les jurés se sont retirés pour délibérer.

Comme à neuf heures, il n'y avait pas encore eu de verdict, ils ont été enfermés pour la nuit.

L'affaire Claiborne.

Le colonel-marshal DeKlyne, devenu greffier de la Cour de District des Etats-Unis, a fait une soupête sommaire dans l'affaire Claiborne.

D'après son rapport, il y a un déficit de trente-quatre mille piastres dans les comptes au bureau, appartenant aux fonds des héritiers Eldell.

L'affaire de M. Avegno.

Le capitaine McCann et le sergent Gray, du troisième precinct de police, ont comparu, hier matin, devant la Cour supérieure criminelle pour répondre à l'affidavit de M. Numa Avegno. Ce matin, l'affaire sera plaidée prochainement.

Continuation des persécutions contre les Italiens de la rue St-Louis.

A la requisition du gouverneur Ames du Mississipi, l'agent Pearson de la police de sureté, a arrêté M. A. P. Philips, hier soir à neuf heures et a remis son prisonnier au shérif Duval, de la baie St-Louis.

Les partisans de Packard ne badinent pas.

Les témoins n'ont pas été inquiétés jusqu'à présent, et nous n'avons pu savoir s'il y a contre eux des mandats d'arrestations lancés contre eux.

LA SOCIETE DE PROTECTION DES ANIMAUX.

Sur le sentier de la guerre.

Nous n'avons pas lieu de nous étonner qu'il existe en ce moment à la Nouvelle-Orléans une société pour la protection des bêtes, par depuis que l'africanisation a été implantée sur notre sol, les bêtes occupent un rang fort respectable, et tout n'est qu'ouragans et tempêtes pour elles. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'elles soient protégées, mais nous ne voyons pas pourquoi on exclurait des bénéfices de l'association ceux qui manifestent ses pieds de derrière et qui a la prétention de s'appeler le roi de la nature.

Pourquoi ne pas traiter devant les tribunaux de police ces gens qui ont la sottise, avant de manger, quand on arrête un homme qui se permettrait de tirer la queue à un chat ! Cela n'est pas juste, car en admettant que l'homme ne vaille pas plus qu'un chat, au moins doit-on reconnaître qu'il vaut autant.

Les disciples de M. Bernard ont-ils réfléchi à l'énorme tâche qu'ils ont entreprise en fondant dans notre ville une société de protection pour les animaux, quand ils ont tant d'infortunes plus réelles à soulager autour d'eux; quand cinquante-cinq mille louisianais dans les districts inondés sont à la veille de manquer de pain.

Ne devraient-ils pas songer aux souffrances de leurs semblables, de leurs amis et de leurs concitoyens, avant de s'apitoyer sur le sort d'une tortue qui reste étendue sur le dos à la porte d'un restaurant, et sauver de s'aviser de vouloir empêcher les cogs de fraise de s'enivrer leur penchant naturel pour la bataille.

Dans des temps plus prospères, une pareille association aurait eu sa raison d'être, car il y a vraiment des cas de cruauté indignes contre les animaux; mais, aujourd'hui, nous avons bien d'autres *chats à fouetter* et nous devons nous contenter d'appliquer le proverbe, charité bien ordonnée commence par soi.

Beaucoup de nos lecteurs connaissent l'établissement tenu par les deux frères Belot, au coin des rues Dumaine et Chartman, où tous les dimanches ont fait battre des cogs sur lesquels différents paris sont engagés.

C'est un usage qui date de la colonie Espagnole et qui a toujours été maintenu à la Nouvelle-Orléans, grâce à un assez grand nombre de délicats.

C'est aussi un dernier reste des anciens cirques Romains, où les hommes combattaient dans l'arène au lieu de cogs, et où le gladiateur vaincu n'étudiait à mourir avec grâce, quand les spectateurs ayant tourné impitoyablement leurs pouces donnaient le signal du coup fatal.

L'établissement des frères Belot s'appelle le "*Louisiana Cockpit*," et généralement tous les nègres sont pris à dimanche par les amateurs de combats sanguinaires.

La société protectrice des animaux, représentée par son vaillant député Vankirk,—qui a grand besoin d'être protégé lui-même, en vertu du même principe, assurent quelques mécontents,—a voulu avant-hier, visiter une institution aussi ancienne, qu'elle déclare contraire à la civilisation.

Elle a donc dépêché ses députés, avec le brave Vankirk en tête et accompagnés par plusieurs officier de police, qui ont arrêté les frères Belot, en vertu d'un ordre de la Seconde Cour municipale, et qui auraient également arrêté aussi quelques spectateurs si, en présence de leur attitude résolue, ils n'avaient jugé que la retraite était plus prudente.

Les deux frères Belot ont été mis en liberté sur parole et comparaîtront devant le juge Stars. Ils ont une license qui leur garantit le privilège de tenir leur établissement, et ils comptent mettre à l'épreuve la constitutionnalité de la loi qui a autorisé la création de la société de protection.

Les disciples de M. Bernan, fondateur et président de cette organisation pour les bêtes, ont constitué à se distinguer dans la journée de dimanche.

Ainsi, ils ont arrêté plus de huit *cars* de la ligne de Carrollton et de la ligne Esplanade, parce que le nombre de passagers dans chacune de ces voitures populaires dépassait neuf.

Les noms des conducteurs ont été pris et un rapport circonstancié a été présenté contre la compagnie qui permet à ses employés de faire trainer par un aussi intéressant animal que le mulet, dix-huit à vingt personnes au lieu de neuf.

On nous dit que le président Bernan lui-même et son illustre député Vaukirk ont perdu plusieurs heures à cette grave occupation, dimanche dernier, et qu'ils ont, au soleil sur le terrain neutre de la rue du Canal. Enfin, chacun prend son plaisir où il le trouve!

Un repris de justice

Les agents Pecora et Ring du service secret de la police ont arrêté hier un certain Nelson Delisle, qui s'était échappé du pénitencier, où il avait été condamné à cinq années de travaux forcés pour vol, depuis 1860. Cette capture fait honneur aux deux officiers.

Incendie rue Bourbon

Vers neuf heures et demie, avant hier soir, le feu s'est déclaré dans la maison sise au No 240 de la rue Bourbon, entre St-Philippe et Ursulines, appartenant à Joseph Amard qui habitait le premier étage. Le rez-de-chaussée était occupé par Jules Defaux. La bâtisse a été consumée, et les pertes évaluées à $3.000 sont partiellement couvertes par une assurance de $2.000 dans la compagnie mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

Secours pour les incendiés.

Les souscriptions reçues hier à la mairie se montent à $616 17, ce qui porte le total des fonds de secours à $164,807 92.

Voici la liste :

W. H. Bett, comté de Burnet, Alabama	$ 7,00
E. Troye, comté de Madison, Ala.	5,00
Eglise de Zaneville, Ohio	20,75
Morrison, Herriman & Co., de New-York	50,00
E. & J. Burke, de New-York et Dublin	100,00
Produit d'une quête à la troisième Eglise Unitérienne de Providence, Rhode Island, par C. A. Staples, pasteur	223,42
Révérend James Sani	100,00
Dr. Wm. J. Saul, Philadelphie	10,00
Total	$616,17

Un tour pendable.

Dimanche soir, vers neuf heures, une dame, Mlle Davis, qui revenait de l'asile des orphelins, au coin des rues St-Charles et Jefferson, où elle avait été déposer une aumône, a été assaillie, au coin des rues St-Charles et Bordeaux, presque en face de la porte de sa résidence, par un nègre aux formes athlétiques, qui l'a renversée en la frappant à la tête avec son poing fermé, et qui se disposait à la dépouiller, quand la présence de plusieurs citoyens attirés par les cris de la victime l'ont mis en fuite.

C'est la seconde fois que des dames qui accomplissent l'impulsion de sortir seules la nuit dans ce quartier, sont attaquées par des misérables.

Le chef de police Badger devrait s'occuper spécialement de ces malfaiteurs et faire acte de galanterie en protégeant les dames.

Société del Tiro al Bersaglio.

Les membres de cette compagnie, au nombre de 145, sont sortis en procession dimanche, pour célébrer l'anniversaire de l'Indépendance de l'Italie.

En passant devant les bureaux de l'*Abeille*, ils nesont arrêtés et la fanfare qui les accompagnait a joué plusieurs airs.

Nous remercions nos amis Italiens de leur politesse envers nous et nous les prions en retour d'accepter nos compliments sur leur bonne tenue et leur allure martiale.

TEMPERATURE.— 8 juin 1874.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	79	26
12 M.	88	31
3 P. M.	93	34
6 P. M.	90	32

Les radicaux de la Chambre, dit la *Patrie*, viennent, paraît-il, d'organiser un vaste pétitionnement, tant à Paris qu'en province—et surtout dans le Midi—pour demander à l'Assemblée nationale de voter bien appliquer au capital une taxe qui rende l'Assemblée elle-même détestée.

Cette pétition remplace avantageusement, aux yeux du radicalisme, l'agitation dissolutionniste que ce parti avait provoquée et qui ne rendait pas les effets que ses promoteurs en attendaient.

NEIGE DE MAI.— On lit dans le *Journal d'Alsace* :

"Les montagnes de la Forêt-Noire et des Vosges ont revêtu de nouveau leur vêtement d'hiver et certains endroits la neige est très haute."

—Les journaux de Florence annoncent que les collines qui environnent la ville sont couvertes de neige et qu'il en est de même à Bergame.

—Au col de Tende, il est tellement tombé de neige que le courrier n'a pas pu passer avant-hier et que le conducteur, M. Cuni, le 10 mai, il y a eu une vraie tempête de neige. Du tout l'hiver on a vu une journée aussi froide et aussi dure.

—On a beaucoup remarqué, dans le monde politique, le départ précipité de Balmoral, de Sa Majesté la reine Victoria, tandis que le czar était encore en Angleterre.

Ce voyage précipité s'explique par un changement inattendu survenu dans la santé de la souveraine.

Les médecins ont ordonné le repos le plus complet et le bain de mer.

COQUILLES CÉLÈBRES.—On a souvent cherché des collections de coquilles célèbres. La liste suivante est la plus complète de celles qui ont paru :

M. Thiers est *risible* (visible) tous les jours de la semaine, excepté le mardi.

"Par *dérision* (décision) de date M. Eugène Simon a été nommé consul à Sidney."

A la Chambre.

Un orateur s'adresse aux libéristes :

"Messieurs les *députés* (députés)."

Un membre de l'extrême-gauche répond :

"Ah ça, *voyons*! (voyons)."

Conférence entre plusieurs membres de la gauche à propos de la décision prise par le général Chanzy :

"M. Crémieux a gardé pendant la séance un visage *impossible* (impassible)."

Sous le 4 septembre :

"Le conseil des *monstres* s'est rassemblé pour : le conseil des ministres."

Pendant la maladie de M. Michelet.

Le *rieux* continue—pour le mieux continue.

M. Gambetta avait dit dans son discours :

Accordez-moi un peu d'attention, je suis au bout de mes forces.

Le lendemain, un journal lui faisait dire : "Je suis au bout de mes *farces*."

Après la démission de M. Rémusat assistait à la fête et portait ses décorations en *sautoir* (sautoir).

Dans la *Gazette des Tribunaux* :

"On annonce la mort de M. Marie, qui a *paraître* (paraît) pendant vingt-cinq ans dans le barreau."

Dans un journal financier :

"L'*asthme* de M. de Lesseps va bien, *asthme* pour *isthme*."

Dans le panégyrique de la république par Sieyès, on trouve la faute suivante :

"J'ai *abjuré* la république au lieu de l'ai *adjuré*."

A propos d'une réunion qui avait lieu chez M. Glais-Bizoin, un journal dit :

"L'*auteur* (l'autour) est un oiseau de la famille des buses."

Au sujet d'un radical qui, contrairement aux principes républicains opposés à toute distinction de classe, — donne son nom de la particule, un journal dit :

"M...., a toujours la même signature malgré la loi sur les *pitres* (titres)."

En parlant d'un discours prononcé par Saint-Marc Girardin, un compositeur fait dire au journaliste ;

"Ici le libre-penseur ôte sa *culotte* au lieu de sa calotte."

En prendant compte d'un banquet offert par les radicaux lyonnais à M. Barodet, un journal disait :

"Une foule immense remplissait les abords de la salle. Illustre Barodet prend place au milieu des convives et aussitôt accueilli par les plus *vifs* applaudissements."

Quelques mois après la révolution du 4 septembre, un préfet radical étant sorti sain et sauf d'une grosse maladie, le journal écarlate de Pendroit annonça en ces termes l'heureuse nouvelle aux frères et amis :

"Nous sommes heureux d'apprendre à nos lecteurs que notre illustre préfet, le citoyen Pancordas, va beaucoup mieux.

"L'appétit est revenu et avec beaucoup de *faim* notre excellent administrateur aura bien vite repris ses forces."

Important pour les personnes sensibles.

—Les personnes qui ont le cerveau actif et l'organisation délicate ne devraient jamais se soumettre aux purgatifs violents ni à aucun autre traitement calculé pour engendrer la faiblesse. Les saignées, les ventouses, les diètes, et les ravages d'intestins, sont des remèdes dontent en tout cas, mais ils sont la mort presque certaine pour les personnes sensibles et fragiles. Ce qu'il faut à ces personnes, ce sont des stimulants, et les meilleurs fortifiants qu'elles puissent prendre ce sont, : e amers. Quedrango de Hostetter. Donner des purgatifs aux personnes nerveuses et débile, infi mes, amaigries, c'est tirer des bordées contre un navire qui coule. Des milliers de gens atteints de dyspepsie sont tués chaque année par des médecines qui auent les forces physiques et constitutionnelles, les quelles forces, si elles étaii nt remontées par ce puissant tonique végétal seraient bientôt plus puissantes que le mal. Il est avéré que les boyaux demandent à être relevés et réglés et le foie contrôlé, aussi bien que l'estomac et le système demandent à être fortifiés, et rappelez-vous que les Amers de Hostetters accomplissent tous ces objets avec sureté et sans violence.

MEUBLES! MEUBLES!!—La popularité du magasin de meubles de Jos. B. Hubbard, coin Remparts et Perdido, va croissant tous les jours. Cette vérité s'explique aisément, pour le bon marché exceptionnel dont M. Hubbard s'est fait une loi invariable. On trouve chez lui des meubles pour toutes les bourses, des meubles de luxe pour le riche, des meubles modestes, mais bons et solides, pour le pauvre. Nous signalons avec plaisir son magasin à nos lecteurs.

Succès basé sur le mérite.

Les droguistes—qu'ils vendent en gros ou en détail—disent généralement qu'aucun des remèdes offerts au public américain n'a jamais eu si peu de temps trouvé autant d'acheteurs que le Golden Medical Discovery du Dr. Pierce. On ne saurait prétendre que cette popularité soit due à une publicité plus grande que celle qui a été donnée à d'autres médicaments, car tel n'est pas le cas. L'explication du succès dont nous parlons se trouve dans les merveilleuses guérisons opérées par le Medical Discovery dans des cas de bronchites, de maux de gorge et d'affections pulmonaires ; ajoutons que la science n'a encore rien inventé de semblable pour purifier le sang—propriété qui en font un remède souverain dans les maladies du foie et celles qui proviennent du sang, telles que scrofules et maladies de la peau.

Le Medical Discovery non seulement réalise les espérances des personnes qui y ont recours, mais les surpasse de beaucoup. Ceux qui lui sont redevables de leur guérison sont des annonces *vivantes*. Aussi n'est-il pas étonnant que le pharmacien qui tient à plaire à sa clientèle ait toujours à leur disposition la plus grande quantité de ce précieux remède.

Jesup, Iowa, 5 mai 1873.

Au Dr. R. V. Pierce,

Cher monsieur—Nous vous annonçons avec plaisir que vos remèdes se sont vendus infiniment mieux que nous le prévoyions. Nous les considérons comme les meilleurs qu'il y ait. Tout le monde en fait l'éloge.

ERNEST WILTZ.

2 juin—6f v&c R. L. SMITH & Co.

DE ROALDES.—Les parents et les amis de Mme LAURE PANDELLY de ROALDES, décédée dernièrement; ceux de son mari, le Dr A. W. de Roaldes; ceux de son père et de sa mère, George Pandelly et Ernestine Martin-Avila, sont priés d'assister à ces funérailles qui auront lieu aujourd'hui, mardi, 9 du courant, à cinq heures de l'après midi. Le convoi partira de la résidence No 415 de la rue Décatur, entre les rues Mandeville et Marigny.

Décédé à l'âge de cinquante-un ans, FRANÇOIS G. BARRIÈRE, né à Lavaur, Languedoc, Hautes Pyrénées, France, et résidant à la Nouvelle-Orléans depuis 31 ans.

Ses amis et connaissances sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui Mardi, à 10 heures du matin.

Le convoi funèbre partira du No 122 rue Bourgogne, entre Dumaine et St-Philippe.

De la part de ce famille.

Décédé, hier à 6 heures P. M., à l'âge de trois mois, ARNAULD, fils de Léonard BAYHI et de Marie Salvant. Les parents et amis de la famille Bayhi, Salvant, Soulant et Lafrance, sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu AUJOURD'HUI, à cinq heures de l'après midi. Le convoi partira de la résidence de cet oncle, Léonce Bayhi, rue St-Antoine, No 116.

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association, 19 rue du Camp. Nouvelle-Orléans, 9 juin 18 4.—La mort de cette société—sont informés de la mort d'Honoride Lanssade, décédé à Nile-le 18 novembre 1873. Ils sont requis de se présenter au bureau de la société